

à Saint-Denis, le 23 avril 2020

11 Mai: Un déconfinement précipité et risqué

La date du 11 mai a été « catapultée » par le président de la République sans que soient préalablement vérifiées les conditions mêmes de sa possible réalisation. Reprendre le travail est une nécessité à la fois pour la société et pour les travailleurs et les travailleuses. Mais cette reprise du travail ne peut pas se faire dans des conditions où le profit des capitalistes est la priorité. L'intérêt du capital passe une fois de plus devant l'intérêt collectif.

L'inquiétude grandit dans la population alors que les protocoles sanitaires prévus dans l'éducation nationale rendent pratiquement impossible la reprise des cours. Là où un temps de réflexion aurait été nécessaire pour préparer une rentrée dans de meilleures conditions, on construit une situation chaotique et peu lisible pour les parents en leur faisant même porter la lourde responsabilité de scolariser leurs enfants ou pas...

Dans les transports, c'est la même improvisation qui règne, on ose même nous parler de distanciation sociale pendant les heures de pointe... Dans un département lourdement touché par le Covid 19, et à moins d'une semaine du 11 mai, nous ne connaissons toujours pas notre capacité à tester largement les personnes symptomatiques et les cas contact, ni même les protocoles à suivre en cas de contamination.

Sur les lieux de travail plus globalement, nous ne savons pas si les salarié·es seront correctement protégé·es, si les gestes barrière seront respectés... Le préfet rencontrera les organisations syndicales de Seine St Denis le 12 mai : encore un signe que le calendrier de l'Etat n'est pas celui de la concertation. La date de déconfinement ne doit pas être indexée sur les exigences de la bourse, mais sur des critères sanitaires. Si faut plus de temps pour que la reprise ait lieu en toute sécurité, ce temps doit être pris.

D'autres choix pourraient se substituer à ce scénario extrêmement risqué :

- S'appuyer (en apportant des moyens financiers) sur toutes les associations, collectifs qui font un travail remarquable dans un grand nombre de villes pour favoriser un début de reprise en main collective de notre appareil productif et mieux satisfaire ainsi les besoins essentiels et sociaux des habitants notre département.
- Garantir les revenus des travailleuses, en mettant à contribution l'argent des grandes entreprises, des transactions boursières, des fortunes individuelles et de l'évasion fiscale
- Augmenter de manière significative tous les revenus sociaux, les allocations chômage
- Régulariser sans conditions la situation administrative de tous les migrants et travailleurs sans papiers
- Suspendre le paiement des loyers, des factures énergétiques...
- Suspendre les expulsions locatives
- Interdire les licenciements

Nous le crions depuis des années : nous ne sommes pas de la chair à patrons. Grappiller quelques points de PIB au prix de la santé et de la vie des travailleuses et des travailleurs serait criminel. Il n'y a pas de production sans elles et eux, et il ne peut y avoir de reprise de la production sans assurer leur protection.